

Haïti: «La population ... fatiguée de la violence» (ONU)

Par

Wakat Sera

-

16 juillet 2024

0



UNICEF/ Herold Joseph Edem Wosornu, Directrice des opérations et du plaidoyer du Bureau des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), rencontre des enfants dans la capitale haïtienne, Port-au-Prince.

A l'issue d'une visite de quatre jours en Haïti, une haute responsable humanitaire de l'ONU a souligné vendredi combien la population est fatiguée de la violence et veut retrouver une vie normale.

Au cours de cette visite, la Directrice des opérations et du plaidoyer du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires ([OCHA](#)), Edem Wosornu, s'est rendue sur plusieurs sites de projets d'aide humanitaire et a rencontré des communautés affectées, les autorités haïtiennes, ainsi que les partenaires nationaux, internationaux et locaux, pour discuter de la crise humanitaire dans le pays, ainsi que des stratégies allant au-delà de l'aide d'urgence.

Cette visite, qu'elle a menée aux côtés de Lucia Elmi, Directrice des programmes d'urgence de l'[UNICEF](#) et d'Andrea Koulaimah, du département des opérations d'aide humanitaire de la Commission européenne; intervient à un moment où Haïti connaît une grave crise humanitaire, qui n'a fait que s'aggraver depuis mars de cette année, dans un contexte de recrudescence des violences dans la capitale Port-au-Prince.

Plus de 578.000 personnes sont actuellement déplacées en Haïti et plus de 900 écoles ont été fermées depuis janvier, soit plus de la moitié de l'année. Environ 40% des établissements de santé de Port-au-Prince sont fermés.

Retrouver une vie normale

« La population haïtienne demande trois choses. Elle demande la paix, elle demande que la violence des gangs cesse, elle demande la reconquête de son pays », a dit Mme Wosornu.

« Les enfants avec lesquels j'ai interagi aux Gonaïves, aux Cayes mais aussi à Port-au-Prince, demandent à pouvoir retourner à l'école. Les enfants que j'ai rencontrés veulent être médecins, avocats, enseignants, infirmiers. La population haïtienne est fatiguée de la violence. La population haïtienne veut retrouver une vie normale », a-t-elle ajouté.

Selon elle, les partenaires humanitaires font partie de la solution, mais l'ONU a aussi besoin de partenaires de développement pour les approches à plus long terme.

« Nous devons garantir que les établissements de santé de ce pays soient en mesure d'aider la population. Nous devons veiller à ce que les établissements d'enseignement soient en mesure d'aider les gens. Les solutions à long terme sont tout autant nécessaires que les solutions immédiates à court terme », a-t-elle affirmé.

« 1,6 million de personnes sur les 5 millions qui souffrent d'insécurité alimentaire dans ce pays ont désespérément besoin d'aide. Un pays qui produit des mangues, des bananes, des ignames et des plantains et un pays qui possède un sol riche et fertile ne devrait pas être confronté à l'insécurité alimentaire. La violence doit cesser pour permettre aux gens de retourner dans leurs fermes et de pouvoir vivre leur vie », a déclaré Mme Wosornu.

Le mandat du BINUH prorogé d'un an

Dans une résolution adoptée vendredi à l'unanimité, le Conseil de sécurité a décidé de proroger jusqu'au 15 juillet 2025 le mandat du Bureau intégré des Nations Unies en Haïti ([BINUH](#)).

Dans ce texte, le Conseil de sécurité salue la mise en place du dispositif de gouvernance transitoire en Haïti, ainsi que la création subséquente du Conseil présidentiel de transition et l'investiture du Premier Ministre par intérim et de son Cabinet.

Les membres du Conseil réaffirment la nécessité pour toutes les parties prenantes haïtiennes « de continuer de mener un processus politique qui permette la tenue

d'élections présidentielle et législatives libres et régulières, avec la participation pleine, égale et véritable, en toute sécurité, des femmes et la participation des jeunes, de la société civile et des autres parties prenantes concernées ».

Ils prient notamment toutes les parties prenantes haïtiennes « de créer de toute urgence un Conseil électoral provisoire et de convenir d'une feuille de route pour les élections qui soit pérenne, assortie de délais et communément acceptée ».

Répondre aux besoins de la Mission multinationale

Dans sa résolution, le Conseil de sécurité condamne avec la plus grande fermeté l'intensification de la violence, des activités criminelles, des déplacements massifs de civils et des violations des droits humains en Haïti.

Il note avec une vive préoccupation les effets de la dynamique de la criminalité transnationale organisée sur les conditions de sécurité en Haïti, notamment en ce qui concerne le commerce illicite d'armes et de munitions et le trafic de drogue.

Le Conseil de sécurité engage vivement les États Membres à appliquer sans retard l'embargo territorial sur les armes prévu dans les résolutions [2699 \(2023\)](#) et [2700 \(2023\)](#) et à interdire la fourniture, la vente ou le transfert d'armes légères et de petit calibre et de munitions à des acteurs non étatiques qui participent à la violence en bande organisée, à des activités criminelles ou à des atteintes aux droits humains en Haïti, ainsi qu'à prendre toutes les mesures voulues pour en empêcher le commerce et le détournement illicites.

Le Conseil rappelle sa résolution [2699 \(2023\)](#) par laquelle il a autorisé le déploiement d'une Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS) en Haïti en vue de soutenir l'action menée par la Police nationale d'Haïti pour rétablir la sécurité.

Il engage les États Membres, notamment les pays de la région, à apporter un appui sur le plan de la sécurité à la Police nationale d'Haïti et souligne qu'il faut déployer « beaucoup plus d'efforts » pour répondre aux besoins budgétaires et opérationnels de la Mission multinationale.

Source: ONU Info